



COMMUNIQUE DE PRESSE

Sommet interparlementaire de Paris sur le G5 Sahel Pour une démocratisation des partenariats civils et militaires

Paris, le 13 décembre 2018. Quelque 75 parlementaires des pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad) et des contributeurs de l'Alliance Sahel (Allemagne, Italie, Finlande, France, Pays-Bas, Parlement européen) ont exposé leurs attentes et celles de leurs populations, dans le cadre du Sommet interparlementaire de Paris sur le G5 Sahel, aux bailleurs de fonds et forces de sécurité internationales présents dans la région.

Ce Sommet se tenait à l'Assemblée nationale française à l'invitation de son Président Richard Ferrand. Il a permis de débattre des recommandations issues de la résolution « *Renforcer le contrôle parlementaire pour faire réussir le G5 Sahel* », adoptées lors de la rencontre interparlementaire G5 Sahel préparatoire du 17 juillet 2018 à Niamey (Niger), placée sous la présidence de M. Ousseini Tinni, Président de l'Assemblée nationale du Niger, avec la participation de M. Antonio Tajani, Président du Parlement européen.

« Le Sahel occupe une place toute particulière dans l'agenda de la législature, a souligné Richard Ferrand lors de son allocution d'ouverture. Face à la dégradation continue de la situation sécuritaire dans cette région, la force conjointe du G5 Sahel ainsi que l'Alliance Sahel visent à permettre une meilleure prise en charge des enjeux de sécurité, de développement et migratoires par les pays concernés. Car au-delà d'une réponse sécuritaire claire, un effort de long terme en matière de développement est indispensable ».

« Nous souhaitons travailler ensemble, parlements du Sahel et parlements des pays contributeurs, pour exercer notre droit au contrôle. C'est le but du Comité Interparlementaire G5 Sahel dont nous venons d'adopter les statuts. Il est ouvert à tous les Parlements des pays de l'Alliance Sahel », a déclaré M. Ousseini Tinni, qui préside actuellement le G5 Sahel.

Depuis plus d'un an, les députés français travaillent de concert avec les parlementaires sahéliens (Présidents et points focaux du G5 Sahel) pour permettre aux parlements de contribuer au succès des

partenariats civil et militaire au sein du G5 Sahel. De nombreuses réunions préparatoires ont eu lieu dans chacune des capitales sahéliennes, y compris avec les chefs d'Etat des pays de la région mais aussi lors de réunions, notamment dans le cadre de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie à Paris, Niamey, Praia et au siège des Nations-Unies à New-York.

« Il faut que les parlementaires jouent leur rôle dans le débat public, auprès des populations, alors que les partenariats du G5 Sahel sont avant tout perçus comme sécuritaires et régaliens, insiste Jacques Maire, vice-président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale française et Secrétaire général du Sommet. Nous travaillons donc à une évolution démocratique du G5 Sahel grâce à l'exercice de nos pouvoirs de contrôle parlementaire sur les gouvernements ».

« Si nous réussissons à faire bouger les lignes dans la gouvernance de l'aide civile et militaire au Sahel, nous aurons gagné. Nous avons obtenu un fort soutien des partenaires internationaux à nos recommandations car elles améliorent la gouvernance de l'aide. Nous recommanderons à nos exécutifs de les mettre en œuvre rapidement. », a conclu le député français Jacques Maire, à l'origine de cette initiative interparlementaire.

Contact presse de Jacques Maire : François Lacombe 06.99.37.02.83 – flacombe5@gmail.com